

La récupération des archives syndicales au Québec

par JACQUES ROUILLARD

Certaines avenues de l'histoire ont connu un regain de popularité auprès des historiens au cours de ces dernières années. On pense à l'étude des idéologies, à l'histoire régionale et urbaine, à celle des femmes et des groupes ethniques, et enfin à l'histoire des travailleurs. Sauf pour l'étude des idéologies (Québec) et des groupes ethniques (Canada anglais), l'intérêt des historiens au Canada anglais comme au Canada français pour chacun des ces champs de recherches est apparu à peu près au même moment, souvent sans aucun contact entre les deux groupes de chercheurs. C'est le cas de l'histoire des travailleurs vers laquelle de jeunes historiens anglophones et francophones ont orienté leurs recherches au début des années 1970.

Deux historiens chevronnés, Stanley Mealing et Alfred Dubuc, l'un dans un article du *Canadian Historical Review* en 1965 et l'autre dans une communication présentée la même année, invitaient les chercheurs à diriger leur attention vers l'histoire des classes sociales, en particulier vers celle des travailleurs.¹ Leur appel a été entendu puisque, comme nous le notions précédemment, un groupe d'historiens, toujours plus nombreux, en a fait l'un des principaux sujets d'études historiques des années 1970. Au delà de cet appel, il y a, bien sûr, des raisons plus profondes qui expliquent cet engouement. Il se peut que ce soit sous l'influence de l'historiographie anglaise et américaine qui renouveauient l'histoire des travailleurs au même moment; peut-être aussi faut-il relier ce phénomène à l'influence du marxisme ou à un certain essoufflement de l'histoire politique. Toujours est-il, pour le Québec que je connais mieux, l'intérêt s'est développé dans le sillage des travaux d'histoire économique et sociale que les professeurs Hamelin, Ouellet et Roby ont mis de l'avant durant les années 1960. Comme ils avaient conçu le projet d'une vaste synthèse d'histoire économique et sociale du Québec, ils ont été amenés pour leur étude de la fin du XIXe siècle à se pencher sur le mouvement ouvrier. Aussi le professeur Hamelin entreprit-il en 1968 de dispenser un séminaire sur ce sujet afin d'y intéresser des étudiants et faire avancer la recherche. Repris au cours des années subséquentes, ce séminaire déboucha sur la publication d'un volume

1 Stanley Mealing, "The Concept of Social Class and the Interpretation of Canadian History", *Canadian Historical Review* XLVI, no. 3 (September 1965): 201-218. Alfred Dubuc, "Problems in the Study of the Stratification of the Canadian Society from 1760-to 1840", *Canadian Historical Association, Report*, 1965, pp. 13-29.

(*Le Travailleur québécois 1851-1896*) et la soutenance de plusieurs thèses de maîtrise.²

Ce noyau de jeunes historiens entra par la suite en contact avec des chercheurs des deux universités montréalaises francophones afin de mettre sur pied une collection de volumes dédiée à l'histoire des travailleurs. Comme les Presses de l'Université du Québec se montraient intéressées, un comité de direction de la collection (Histoire des Travailleurs québécois) fut formé lors d'une réunion à Montréal à l'été 1972; on coiffa ce comité d'un organisme plus étendu, le Regroupement de chercheurs en histoire des travailleurs québécois (RCHTQ), ouvert à tous ceux qui s'intéressaient à l'étude des travailleurs, peu importe leur spécialisation et leur orientation idéologique. Le RCHTQ s'était fixé comme objectifs généraux de favoriser l'enseignement et la recherche en histoire des travailleurs et de promouvoir la diffusion de travaux sur ce sujet.³ Sous l'habile direction de James Thwaites élu à la présidence en 1973, le RCHTQ prit une impulsion nouvelle grâce à la publication suivie, trois fois par année, d'un bulletin d'information d'une quarantaine de pages environ. Le bulletin comprend des biographies, des bibliographies, des comptes rendus et des notes de recherches; il fait état de tout projet en cours et des sources d'archives susceptibles d'intéresser les chercheurs.⁴

A l'égard des archives, le RCHTQ a porté une attention spéciale peu après sa fondation. Nous nous sommes vite rendus compte que l'histoire des travailleurs ne pourrait s'écrire si nous ne nous soucions pas de la conservation des archives syndicales. Au Québec comme ailleurs, les syndicats n'avaient généralement pas prêté attention à leurs "vieux papiers" et les pauvres moyens des centres d'archives gouvernementaux n'avaient pas permis qu'ils débordent la conservation des documents officiels. Dans certains cas, la situation s'avérait critique car des documents étaient menacés de disparaître. En 1973, le RCHTQ formait un comité de trois personnes chargé d'évaluer la situation des archives syndicales au Québec. Ce comité qui remit son rapport l'année suivante dressa un inventaire sommaire des sources d'archives et suggéra un certain nombre de mesures adoptées par la suite en assemblée générale pour améliorer l'état de ces fonds: mettre nos services à la disposition des organisations syndicales pour inventorier et assurer la conservation de leurs archives; faire pression auprès des Archives nationales pour que les archives du ministère du Travail (provincial) soient ramenées sous la responsabilité de l'archiviste de la province; sensibiliser les archivistes à l'importance des sources utiles aux historiens des travailleurs; et, enfin, dresser un inventaire des archives syndicales de la province. La dernière recommandation ne s'est pas encore concrétisée, mais les membres du RCHTQ ont accompli un travail considérable pour mettre en pratique les trois premières mesures. En particulier, dans plusieurs régions de la province, ils ont établi des inventaires de documents conservés par certaines organisations syndicales; ils ont participé à la classification des ces documents; et ils ont établi des contacts suivis avec les bibliothécaires des grandes centrales syndicales. Pour le bénéfice des lecteurs d'*Archivaria*, nous

2 Jean Hamelin (ed.), *Les Travailleurs québécois 1851-1896* (Montréal, 1973).

3 *Bulletin du RCHTQ* 1, no. 1 (fév. 1974): 5.

4 Pour recevoir le bulletin, on doit s'adresser à J. Thwaites, Département des Relations industrielles Université Laval, Ste-Foy, Québec.

analyserons ces initiatives destinées à assurer la conservation des archives syndicales.

Le premier de nos membres à entreprendre ce type de travail fut Georges Massey, professeur à l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui, en 1973, dressa en collaboration avec ses étudiants l'inventaire des archives du Conseil central de la CSN de Trois-Rivières. Dans un article rédigé à ce sujet dans le bulletin du RCHTQ, Massey faisait remarquer que les cadres syndicaux n'accordaient que peu d'attention à leurs archives, mais qu'ils se montraient sympathiques à toute tentative sérieuse de résurrection de celles-ci.⁵ Peu familier avec l'établissement d'inventaire et ne disposant que d'un minimum de temps, Massey catalogua le fonds selon le type de documents rencontrés plutôt que d'après le contenu de ceux-ci. Conscient des lacunes de cette classification, il voulait laisser à de futurs archivistes le soin de mieux organiser le fonds. Il avait néanmoins sensibilisé les dirigeants syndicaux à la conservation de leurs archives et établi un premier inventaire qui donne une idée générale de la richesse du fonds.

La même année, mais sans que des membres du regroupement ne soient impliqués directement, un groupe d'étudiants, dans le cadre d'un projet de Perspective-Jeunesse, obtenait la collaboration de la CSN pour inventorier les archives de la centrale (Projet ADSOS). Ils obtinrent également le concours de la Bibliothèque nationale (Montréal) pour microfilmer les documents et les rendre ainsi disponibles aux chercheurs. Mais une fois mis en contact avec les archives de la centrale, ces étudiants comprirent que l'entreprise allait s'avérer plus complexe qu'ils ne l'avaient soupçonnée. Comment mettre de l'ordre dans des centaines de pieds de documents d'une organisation considérable dont les activités remontent à plus de cinquante ans. Manquant de connaissances historiques et surtout d'expérience en matière archivistique, les deux groupes d'étudiants qui se sont succédés pendant deux ans ont abouti à un échec cuisant. Ils réalisèrent trop tard malheureusement que le mode de classification utilisé s'avérait défectueux.⁶ Il leur avait manqué l'encadrement d'un archiviste professionnel qui puisse les guider dans leur tâche. Nous espérons que cette tentative infructueuse n'a pas trop refroidi l'intérêt des dirigeants de la CSN pour l'inventaire de leurs archives. Tôt ou tard ce travail devra être accompli, car le fonds CTCC-CSN demeure le plus important fonds d'archives syndicales au Québec.

Mieux conçu et mieux encadré fut le projet élaboré à l'été 1974 entre deux de nos membres et les Archives nationales du Québec en vue d'inventorier les archives du Conseil central des syndicats nationaux de Québec. Les deux étudiants que les archives nous avaient prêtés travaillèrent sous la supervision de Gilles Héon, archiviste. L'entente conclue avec les dirigeants du Conseil central spécifiait qu'une fois classifiées, leurs archives seraient disponibles aux chercheurs. Ayant moi-même participé à cette entente, je crois qu'il aurait été plus judicieux de microfilmer les documents pour qu'une copie demeure aux Archives nationales. Qui sait ce qui pourra advenir d'ici quelques années de ces

5 F. Massey, "Archives régionales: Inventaire des Archives du Conseil Central de la CSN de Trois-Rivières", *Bulletin du RCHTQ*, 1, no. 1 (fév. 1974): 21-24.

6 Peter Southam, "Etat de la recherche sur les archives syndicales au Québec", *Bulletin du RCHTQ* 3, no. 2 (juillet 1976): 42.

caisses de documents entreposées dans le sous-sol du conseil. Mais à ce moment, les fonds nous manquaient pour entreprendre une telle opération, l'apport des Archives se limitant à nous prêter deux des étudiants qu'ils engageaient pendant l'été. Néanmoins, le rapport final fut complété et sa bonne qualité peut en faire un modèle d'inventaire pour ce type d'organisation syndicale.⁷

Réalisant que les membres actifs du regroupement, la plupart professeur, ne pouvaient consacrer beaucoup de leur temps à faire eux-mêmes la classification de documents, James Thwaites, alors président du RCHTQ, eut l'heureuse idée de solliciter des fonds des Archives nationales. Après négociations, l'organisme gouvernemental acquiesça pour financer un projet d'inventaire des archives de M. F.-X. Légaré, leader syndical, et du Conseil central du Bas-Saint-Laurent (CSN-Rimouski). C'était la première fois que les Archives nationales accordaient une subvention destinée à un travail d'archivistique accompli à l'extérieur de leurs services. L'année suivante, l'organisme gouvernemental se montra encore plus généreux en subventionnant quatre équipes d'archivistes: le groupe de Rimouski vit sa subvention renouvelée tandis que trois autres projets étaient mis en chantier à Chicoutimi, à Rouyn et à Sherbrooke.

A Chicoutimi, il s'agissait d'inventorier le fonds dit "syndical" de la Société historique du Saguenay, une vingtaine de pieds de documents. Ce projet comprenait aussi la collecte d'un certain nombre de témoignages oraux. Dans le Nord-Ouest québécois, le directeur du projet qui prévoyait au départ réaliser l'inventaire de cinq fonds d'archives syndicales, concentra ses efforts sur les archives du bureau régional des Métallurgistes Unis d'Amérique dont l'état lamentable laissait présager la destruction prochaine. Remettre de l'ordre dans ce fonds l'occupait, lui et ses assistants, pendant tout l'été. Au terme de leur expérience, ils constatèrent que l'organisation d'un fonds demande beaucoup de temps et d'énergie et qu'une certaine connaissance des méthodes archivistiques leur aurait été d'un grand profit.⁸ Le Centre de documentation de l'Université du Québec à Rouyn se chargea par la suite de publier et de diffuser le fruit de leur travail.⁹

Comme dans le Nord-Ouest québécois, deux de nos membres oeuvrant dans les Cantons de l'Est se rendirent compte que leur projet d'inventorier l'ensemble des archives syndicales de la région était trop ambitieux et qu'il valait mieux se concentrer sur deux secteurs, le textile et l'amiante (CSN). Après avoir pris contact avec une demi douzaine de syndicats locaux, ils chargèrent quelques étudiants de faire l'inventaire de leurs collections. Une fois ce travail accompli, nos collègues y dirigèrent des étudiants qui utilisèrent ces fonds comme source de documentation pour la rédaction de leurs thèses de maîtrise.

L'allocation de fonds par les Archives nationales a donc permis la conservation et l'établissement d'inventaires dans quatre régions de la province.¹⁰ N'eut

7 *Inventaire des archives du Conseil central des syndicats nationaux de Québec*, 39 p..

8 Benoît-Beaudry Gourd, "Inventaire des archives des Métallurgistes Unis d'Amérique de l'Abitibi-Témiscamingue", *Bulletin du RCHTQ* 3, no. 3 (oct.-nov. 1976): 26-27.

9 M. Charron, B.-B. Gourd, N. Vézina, *Inventaire sommaire des archives des Métallurgistes Unis d'Amérique, bureau régional de l'Abitibi Témiscamingue* (Rouyn, 1977), 132 p.

10 L'inventaire des fonds de la CSN pour l'Est du Québec a donné lieu à une publication: En collaboration sous la direction de J. Thwaites, *Les archives de la CTCC-CSN dans l'Est du Québec* (Québec, 1978), 638 p.

été de cet apport, il est probable que certains de ces fonds seraient aujourd'hui disparus. Sensibilisées à l'intérêt des historiens pour ce type de documents, les Archives du Québec se proposent maintenant de repérer, inventorier et récupérer les archives syndicales. Ce travail fait maintenant partie du vaste projet gouvernemental de récupération des archives dans chaque région du Québec. Les membres du RCHTQ ont accompli un travail de pionnier; il reste aux professionnels des archives de poursuivre cette tâche de façon plus systématique.

Au terme de ces trois années passées à nous intéresser aux archives syndicales, nous sommes conscients d'avoir commis bien des erreurs. Pour éviter qu'elles se renouvellent ailleurs au pays, j'en mentionne quelques unes laissant volontairement de côté les aspects plus positifs de notre démarche. D'abord, je crois que notre approche a manqué de planification; nous nous sommes lancés au hasard dans l'inventaire de fonds d'unités syndicales alors qu'il aurait été préférable d'inventorier les archives d'organisations plus importantes comme la CSN et les conseils centraux. De plus, c'est à Montréal qu'il aurait fallu concentrer nos efforts: c'est là que se trouvent le siège social de la CSN et de la plupart de ses fédérations; les plus vieilles organisations syndicales internationales sont également de la région montréalaise. Dans l'avenir, nous devons exercer les pressions nécessaires auprès de la section montréalaise des Archives pour qu'elle mène à bien ce travail dans la métropole.

En second lieu, je pense que même en faisant preuve de beaucoup de bonne volonté, nous ne possédions pas les connaissances archivistiques requises pour bien accomplir le travail de classification. Notre formation d'historien ne nous a pas préparé à assumer ce type de travail de sorte que nous avons eu du mal à guider les étudiants dans leur tâche. Comme nous l'avons obtenu en quelques occasions, je crois que l'assistance d'un archiviste de profession est indispensable pour mener à bien un travail sérieux. C'est ce type d'aide dont aurait eu besoin le groupe d'étudiants montréalais oeuvrant dans le cadre d'un programme Perspective-Jeunesse. Leurs efforts répartis sur deux années n'a abouti à rien de concret pour avoir manqué d'assistance technique. Nous-mêmes, nous nous sommes rendus compte qu'on ne s'improvise pas archiviste.

Tertio, il ne suffit pas d'inventorier un fonds, encore faut-il en assurer la conservation et le rendre accessible aux chercheurs. Comme tout organisme, les responsables syndicaux sont jaloux de leur documentation et réticents à la voir quitter leurs locaux. Pour cette raison, nous nous sommes contentés de classer leurs archives en les laissant en leur possession. Mais cette méthode rend la consultation difficile et surtout il est possible que dans quelques années le fonds disparaissent à la faveur d'un déménagement ou d'une décision malheureuse d'un responsable syndical. Pour pallier à cette éventualité, je crois qu'il est important de prévoir le microfilmage des documents une fois inventoriés. On aurait ainsi la certitude de ne pas se trouver dans quelques années avec de beaux inventaires de documents perdus. Même si le coût du microfilmage est élevé, je crois qu'il est indispensable de le prévoir dans tout inventaire de fonds syndical. Il faut penser à ce que notre effort profite aux générations futures d'historiens.

Enfin, notre démarche nous a appris qu'il est beaucoup plus facile d'obtenir la collaboration des responsables syndicaux lorsque nos membres habitaient la

région où l'inventaire devait être dressé. Les contacts devenaient plus aisés et surtout cela dissipait la crainte que les responsables du projet ne veuillent soustraire les archives de leur milieu. Les possesseurs de fonds d'archives sont également beaucoup mieux disposés à léguer leurs documents lorsqu'ils savent qu'ils resteront dans leur région. A ce propos, la politique de régionalisation des Archives du Québec entreprise depuis quelques années ne peut qu'avoir des effets bénéfiques tant pour les archives syndicales que pour le cueillette de tout autre type de documents.

Depuis un an, aucun des membres du RCHTQ n'a entrepris de projet de récupération d'archives syndicales. Les Archives nationales ont décidé de réévaluer leur politique d'attribution de fonds à des organismes privés et, dans la mesure du possible, elles comptent faire accomplir par leur personnel les travaux d'inventaire. Le mérite du RCHTQ aura été de faire prendre conscience aux archivistes professionnels de l'intérêt des historiens pour la sauvegarde des archives syndicales. Il nous reste à mettre en contact les archivistes avec les responsables syndicaux et à veiller à ce que leur bonne volonté se traduise en actes.

Résumé

The author presents a brief history of the formation of the *Regroupement des chercheurs en histoire des travailleurs québécois*, lists projects affecting the acquisition of union records, analyses problems encountered by the research group and indicates the errors to be avoided in obtaining and inventorying this kind of archival material.

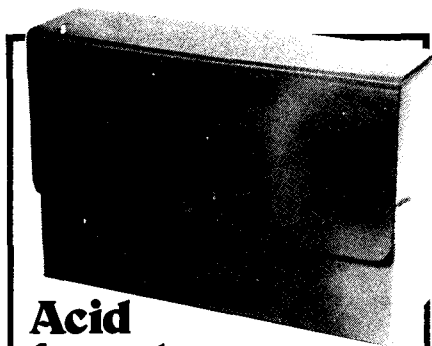
PARLIAMENT BOOK CONSERVATION ANNOUNCES ITS CHANGE OF NAME TO:

PARLIAMENT CONSERVATION CENTRE

3728 E. Hastings Street
Burnaby, B.C. V5C 2H5
291-1568

**Restoration of
Documents,
Prints, and Books**

*A complimentary brochure of services
may be obtained on request.*



Acid free storage

Made in Canada from acid free co-polymer plastic sheeting, these lightweight one piece storage boxes will give years of protection and remain unaffected by acids and alkalis etc. Ask for the 1979 Carr McLean catalogue which includes other archival supplies.

CARR McLEAN

461 Horner Ave., Toronto, Ont. M8W 2A9
Tel: (416) 252-3371 Telex: 06-967866